



**HAL**  
open science

## L'ordinaire de la sortie de guerre

Jacobo Grajales, Cécile Jouhanneau

► **To cite this version:**

Jacobo Grajales, Cécile Jouhanneau. L'ordinaire de la sortie de guerre. Gouvernement & action publique, 2019, Gouvernement et Action Publique, 8 (4), pp.7. 10.3917/gap.194.0007 . hal-02553114

**HAL Id: hal-02553114**

**<https://hal.univ-lille.fr/hal-02553114>**

Submitted on 6 Jun 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L'ORDINAIRE DE LA SORTIE DE GUERRE

Sociologie de l'action publique après la violence armée

Jacobo Grajales et Cécile Jouhanneau

Presses de Sciences Po | « Gouvernement et action publique »

2019/4 VOL. 8 | pages 7 à 23

ISSN 2260-0965

ISBN 9782724635904

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-gouvernement-et-action-publique-2019-4-page-7.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# L'ORDINAIRE DE LA SORTIE DE GUERRE SOCIOLOGIE DE L'ACTION PUBLIQUE APRÈS LA VIOLENCE ARMÉE

---

<b>L'ordinaire de la sortie de guerre</b> <b>Sociologie de l'action publique après la violence armée</b>	9
<b>Les terres de la paix</b> <b>Politiques foncières et sortie de conflit en Colombie</b>	25
<b>Trouble dans le « post-conflit »</b> <b>Vie politique et production de l'action publique sur le genre au Burundi (1993-2015)</b>	49
<b>Au cœur du gouvernement internationalisé de la sortie de guerre</b> <b>Enquête sur le service public de l'emploi en Bosnie-Herzégovine</b>	73
<b>Sortie(s) de guerre et conservation de la nature</b> <b>Trajectoire d'un parc national au Mozambique</b>	97
<b>De racketteur à fonctionnaire</b> <b>Capital social, mobilisations et reconversions post-conflit dans les régies financières de Côte d'Ivoire</b>	119
<b>Une république des martyrs ?</b> <b>La guerre comme répertoire d'action publique dans la République islamique d'Iran</b>	145

---

# L'ORDINAIRE DE LA SORTIE DE GUERRE

## Sociologie de l'action publique après la violence armée

— Jacobo Grajales et Cécile Jouhanneau —

**Résumé :** Afin de rendre compte des processus politiques et sociaux à l'œuvre dans la sortie de guerre, ce dossier explore la production de l'action publique dans des secteurs fréquemment négligés par les spécialistes du « post-conflit ». Il se situe ainsi à rebours des approches exceptionnalistes du « post-conflit », focalisées sur les bouleversements induits par la guerre et sur des dispositifs singuliers visant la construction de la paix (*peacebuilding*). L'enjeu est donc de repérer empiriquement les articulations entre la guerre, les efforts visant à y mettre fin, et d'autres sphères d'action publique. L'article introductif relie cette posture à des travaux récents insistant sur l'ordinaire dans les situations de guerre, propose un bref état des lieux de la recherche et s'attarde sur les principaux objectifs du dossier : réfléchir aux usages multiples de la catégorie de « post-conflit » dans la fabrique de l'action publique et retracer les diverses manières dont un passé guerrier peut avoir une emprise sur les politiques publiques.

**MOTS-CLÉS :** ACTION PUBLIQUE – EMPRISE DE LA GUERRE – GOUVERNEMENT INTERNATIONALISÉ – POST-CONFLIT – SORTIE DE GUERRE – STATEBUILDING

### THE DAILY AFTERMATH OF ARMED CONFLICTS. A SOCIOLOGY OF POST-VIOLENCE PUBLIC POLICY

**Abstract:** This special issue aims to account for some of the political and social processes at work in the aftermath of armed conflicts ; by the same token, it explores the production of public policies in sectors frequently neglected by “post-conflict” specialists. As such, it stands in contrast to the exceptional approaches of “post-conflict”, which usually focus on the upheavals brought about by war and on the social and political engineering of peacebuilding. Our challenge is to empirically identify the links between war, endeavours to bring an end to it, and other spheres of policy action. The introductory article links this approach to recent scholarship emphasizing the “ordinary” during war situations, proposes a brief state of the literature and presents the main objectives of the special issue : to analyse the multiple uses of the “post-conflict” category in the production of public policy and to trace the various ways in which a violent past bears an influence upon policy-making.

**KEYWORDS:** GRIP OF WAR – INTERNATIONALISED GOVERNANCE – POLICY-MAKING – POST-CONFLICT – STATEBUILDING – WAR AFTERMATH

La résolution de conflits constitue, depuis la fin de la guerre froide, un champ toujours croissant dans l'action internationale des États<sup>1</sup>. En même temps, après des opérations strictement limitées au maintien de la paix, les organisations internationales et les experts de la pacification n'ont cessé d'élargir les attentes auxquelles les sorties de guerre doivent répondre (Barnett *et al.*, 2007). Il s'agit désormais de construire les bases d'une paix durable par des réformes profondes des institutions, mais aussi par une libéralisation de l'économie et une démocratisation électorale du champ politique, à tel point que s'est imposé dans les organisations internationales l'objectif de construction de l'État (*statebuilding*) (Ottaway, 2002 ; Uvin, 2002 ; Suhrke, Berdal, 2013 ; Lemay-Hébert *et al.* [eds], 2015 ; Berdal, Zaum [eds], 2017). En somme, la résolution de conflits représente, dans de très nombreuses sociétés, un axe central de l'action publique, autour duquel s'organisent les politiques de l'État, les interventions des bailleurs étrangers et les engagements de multiples acteurs privés.

Ce constat devrait à lui seul suffire pour défendre l'idée que les conjonctures de sortie de guerre doivent être saisies avec les outils forgés pour l'étude de situations plus routinières d'action publique. À rebours de l'exceptionnalisme méthodologique qui constitue le lot commun de nombreuses études sur la guerre et la sortie de guerre, ce dossier défend que ces situations doivent être approchées avec les outils usuels des sciences sociales. Il se place en cela dans la lignée des travaux qui, inspirés par la posture méthodologique défendue par Dobry (2009a), défendent l'hypothèse de continuité dans l'étude des situations sociales qui se présentent au premier regard comme des ruptures (Aït-Aoudia, Roger, 2015) : il s'agit de les aborder « du même point de vue, avec les mêmes questionnements et au moyen des mêmes instruments intellectuels » que les phénomènes *a priori* plus « normaux » (Dobry, 2009b, p. 65). Si la guerre constitue dans des très nombreuses sociétés davantage la norme que l'exception (Richards [ed.], 2005 ; Debos, 2013 ; Linhardt, Moreau de Bellaing, 2013), la sortie de guerre n'est pas en soi une rupture, elle est une modalité et une configuration d'action politique parmi d'autres.

Ce dossier s'intéresse en ce sens à la production de l'action publique dans des secteurs fréquemment négligés par les spécialistes du « post-conflit » : politiques foncières, politiques environnementales, politiques fiscales, politiques de loisirs, politiques du genre ou encore politiques du travail et de l'emploi. L'étude de ces domaines d'action non spécifiques aux situations de sortie de guerre fournit un accès privilégié à l'ordinaire des sociétés ayant fait l'expérience d'un conflit armé. Il s'agit de décroisonner l'étude des sorties de conflit, qui ne doit pas se limiter au champ directement défini par les acteurs des interventions comme faisant partie de la reconstruction et du maintien de la paix.

Si le pari de ce dossier est donc d'estimer que les outils de la sociologie de l'action publique – en particulier l'analyse multi-niveaux et l'étude de la construction des problèmes publics, du travail de cadrage, mais aussi de la mise en œuvre des politiques – peuvent éclairer un objet davantage familier aux spécialistes des relations internationales, une telle démarche peut intéresser plus largement les sociologues de l'État et l'action publique. En effet, en se penchant sur des situations de guerre souvent pensées comme des ruptures,

1. Nous sommes reconnaissants à François Buton et à Sandrine Lefranc pour leur riche discussion de la section thématique de l'AFSP 2017 dont ce numéro est issu, et en particulier pour leurs commentaires sur les sens de « l'ordinaire ».

comme des chocs exogènes transformant presque mécaniquement l'action publique, l'enjeu est de contribuer à la réflexion sur l'inertie et le changement dans les formes de régulation institutionnelle des rapports sociaux. Repérer empiriquement dans les conjonctures de sortie de conflit la place des violences et de leur résolution, mais aussi des logiques plus banales, constitue un pari épistémologique commun à tous les textes ici rassemblés. Il s'agit de s'interroger sur ce qui, dans les modalités de la compétition politique, de la représentation des intérêts, des pratiques bureaucratiques, ou encore des revendications d'expertise et de légitimité, relève réellement de reconfigurations liées au conflit, et ce qui ne s'y résume pas et renvoie, par exemple, davantage à l'insertion dans le capitalisme globalisé, à la circulation de modèles, instruments et pratiques, ou à l'influence des réseaux d'action publique à l'intérieur de l'État. Cela revient donc avant tout à ne pas présupposer de causalité uniforme découlant d'une conjoncture de sortie de conflit, mais à expliquer au cas par cas, et au plus près des logiques sociales et politiques, les situations observées.

En lien, l'étude de la façon dont l'utilisation du registre du « post-conflit » peut redéfinir des problèmes, ou ouvrir l'accès à des ressources et déterminer la « propriété » (Gusfield, 1989) des problèmes, enrichit la réflexion sur le travail de « cadrage » dans l'action publique (Schön, Rein, 1995 ; Rein, Schön, 1996 ; Surel, 2000). En analysant finement la fabrique de politiques publiques en situation de « post-conflit », en mettant en évidence les interdépendances qui s'y nouent entre acteurs étatiques et non étatiques, publics et privés, internes et externes, en y observant la circulation d'instruments et de normes néo-managériales, on contribue enfin à la réflexion sur des formes contemporaines de gouvernement internationalisé, que l'on retrouve aujourd'hui dans les situations dites de « post-conflit », mais aussi dans les pays « sous régime d'aide » (Lavigne Delville, 2010) ou encore dans certaines politiques publiques internationales (Petiteville, Smith, 2006 ; Halpern, 2013) et dans des configurations d'intégration régionale (e. g. Visier [dir.], 2018).

En effet, plusieurs des articles rassemblés traitent de situations de gouvernement internationalisé, une problématique analysée par ailleurs par des spécialistes des situations d'intervention militaire (Baczko, 2017) ou plus largement des mondes de l'aide (Fresia, Lavigne Delville, 2018). Or, l'aide au développement est un objet peu étudié par la science politique française (voir toutefois Parizet, 2015), à rebours de sa place importante à l'étranger, en science politique, en relations internationales et en anthropologie. La réflexion sur les politiques publiques en situation de sortie de conflit contribue justement à « banaliser » ce gouvernement internationalisé, soulignant à quel point il s'inscrit dans des routines administratives et politiques, où les acteurs supposément « externes » se retrouvent pris dans des interdépendances complexes, où des « configurations développementistes » (Olivier de Sardan, 1995) sont enchevêtrées dans le gouvernement ordinaire des sociétés. Ainsi, plusieurs des textes ici rassemblés cherchent à dépasser l'idée simpliste d'une imposition de l'extérieur des modèles politiques, des objectifs et des instruments par un ensemble d'institutions de l'aide. En Bosnie-Herzégovine, au Burundi, en Colombie ou au Mozambique, les acteurs de l'aide au développement doivent composer avec des contraintes institutionnelles, des jeux politiques et des formes diverses d'instrumentalisation de leur présence. Comme dans tout secteur d'action publique, l'interdépendance entre les acteurs réduit la capacité de chacun à peser sur le jeu politique. Ces processus illustrent la fécondité de l'articulation entre la sociologie de l'action publique et celle des relations internationales (Petiteville, Smith,

2006 ; Halpern, 2013) et de la banalisation sociologique de l'enquête à l'international (Siméant [dir.], 2015), démarche dans laquelle s'inscrit pleinement ce numéro.

## Déceler l'ordinaire

Le point de départ du dossier est donc une réflexion cherchant à saisir l'ordinaire dans des conjonctures souvent définies comme extraordinaires. Polysémique, la notion d'ordinaire fait l'objet d'usages variés. Elle renvoie parfois au vécu des individus ordinaires dans la sortie de guerre, individus dont la définition varie – les profanes de la politique, les civils, les anciens combattants non-gradés... Elle peut désigner des politiques publiques ordinaires, au sens de politiques non spécifiques aux sociétés ayant fait l'expérience d'un conflit armé. Elle fait aussi référence à l'appréhension de la sortie de guerre avec les outils ordinaires des sciences sociales. Il s'agit ici de saisir l'ordinaire comme ce qui relève à la fois du quotidien et de l'institué (Buton *et al.*, 2016, p. 15-16). Ces deux notions ne se recouvrent pas totalement et gagnent à être saisies ensemble. Sous l'influence notamment de Michel de Certeau (1990), le quotidien a fait l'objet de nombreux travaux depuis les années 1980, y compris dans des situations considérées comme extrêmes (e. g. Pollak, 1990 ; Fitzpatrick, 2000). En dépit des difficultés empiriques inhérentes à cette démarche (Massenroot, 2006), en France et ailleurs, l'histoire et l'anthropologie ont étudié avec profit la vie quotidienne en temps de guerre (Nordstrom, Robben [eds], 1996 ; Koloma Beck, 2006 ; Maček, 2009). Dans la veine du travail de Taussig sur « la normalité de l'anormal », Maček (2009) a ainsi décrit la façon dont, pendant le siège de Sarajevo, ses enquêtés s'efforçaient de vivre une « vie normale » dont ils renégociaient régulièrement le sens. C'est bien la permanence de normes sociales, dans des situations fréquemment réduites au chaos et à l'anomie, que les travaux sur le quotidien ont mise en évidence.

Or, certains travaux centrés sur la vie quotidienne tendent à la dépeindre comme éloignée, voire déconnectée de la politique spécialisée, nourrissant des formes d'« élision du politique » (Ragaru, Capelle-Pogacean, 2010, p. 14). C'est pourquoi les recherches qui mettent en évidence « l'ordinaire de la guerre » en le définissant comme le quotidien mais aussi l'institué, autrement dit ce qui va de soi, qui a été hérité, incorporé et objectivé (Buton *et al.*, 2016, p. 15) sont particulièrement fructueuses. Elles donnent à voir le façonnage étatique et institutionnel souvent absent des travaux sur la vie quotidienne, la différenciation sociale ou encore le rôle des habitus et des dispositions des individus en situation de guerre (Buton *et al.* [dir.], 2014). Autrement dit, ces recherches participent de l'entreprise récente de banalisation sociologique de la guerre qui s'éloigne des approches exceptionnalistes des conflits armés pensés comme des moments de rupture, d'anomie et de chaos. Tout en interrogeant le degré de normalisation des situations de guerre ou de violence de haute intensité (Gayer, 2018, p. 182-186 ; Gayer, 2014), elles mettent en évidence les routines sociales, les ressorts situationnels de l'engagement dans la violence, les formes de réagencement social ou encore les conditions d'exercice du pouvoir politique dans, par et suite à la guerre (Marchal, 2002 ; Kelly, 2008 ; Lubkemann, 2008 ; Hoffman, 2012 ; Debos, 2013 ; Pettigrew, 2013).

Cette attention portée à l'ordinaire de la guerre, au quotidien et à l'institué, gagnerait à être étendue aux sorties de guerre. Pour ce faire, le dossier prend appui sur deux corpus de littérature relativement récents.

Le premier concerne les approches sociologiques de la sortie de guerre. Ces travaux ont proposé une critique importante de l'exceptionnalisme méthodologique et du biais transiologique des études sur le « post-conflit<sup>2</sup> ». Ils ont mis l'accent sur les trajectoires des acteurs, les enchevêtrements des temporalités et l'indétermination des conjonctures (Duclos [dir.], 2010 ; Mac Ginty, 2010 ; Suhrke, Berdal, 2013). Ils ont également saisi la façon dont les situations de « post-conflit » sont affectées par l'intervention internationale<sup>3</sup>, qui impose ses « bonnes pratiques », ses « *templates* » et ses cadres d'analyse (Poulligny, 2004 ; Lefranc, 2007, 2008 ; Autesserre, 2014 ; Rodgers, Jensen, 2015). Ces travaux posent ainsi les fondations d'une approche des sorties de conflit par les usages et les pratiques, tournant donc le dos à une science normative voulant endosser une approche « *problem solving* » (Pugh, 2013). Toutefois, même dans ces travaux soucieux d'une normalisation sociologique de l'étude des sorties de guerre, le choix des objets témoigne d'une focalisation quasi-exclusive sur des politiques directement liées au conflit : politiques de DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion), politiques commémoratives, politiques de réparations aux victimes, politiques de retour des réfugiés et déplacés... De plus, ces travaux prennent majoritairement pour objets les dispositifs relevant de l'ingénierie internationale de la paix : la justice pénale internationale et la justice transitionnelle (Lefranc, 2006), les réformes du secteur de la sécurité (Sedra, 2016) et de DDR (Muggah, 2008) ou encore la refonte des manuels scolaires (Korostelina, Lässig [eds], 2013).

Si l'entrée par ces secteurs était indispensable au regard de l'état de la production scientifique, elle peut désormais être prolongée en ouvrant davantage la focale, pour saisir les sorties de conflit comme des conjonctures politiques complexes qui touchent potentiellement toutes les sphères de l'action publique. En effet, à centrer nos efforts sur les domaines d'action directement concernés par l'action internationale de résolution de conflit, l'analyse prend le risque de se rendre prisonnière des définitions géographiques, institutionnelles et temporelles du « post-conflit ». Or, la temporalité et la géographie des sorties de conflits sont des objets politiques à interroger. Elles sont davantage le produit des logiques politiques et bureaucratiques des interventions, que le résultat des dynamiques de violence ou de pacification. Elles gagnent à être saisies comme des catégories d'action et des construits sociaux. En s'intéressant aux marges des interventions, nous mettons justement en avant ces processus de construction.

Cette entreprise a partiellement été entamée par un deuxième corpus de littérature qui fournit également des fondations pour notre démarche. Il s'agit de l'économie politique du post-conflit, qui rassemble des travaux très divers dont le point commun est de s'intéresser à la façon dont l'accumulation de capital et les inégalités économiques sont produites dans

2. Par exemple dans la journée d'études « La construction sociale du "post-conflit" à travers les jeux d'acteurs », coordonnée par M. Belaid, G. Daho, J. Lima, A. Nougoua, J. Serrano Moreno et S. Vinckel, Université Paris 1, 9 novembre 2011.

3. Voir par exemple le projet ANR Irène « Les professionnels internationaux de la paix. Sociologie et histoire d'une ingénierie transnationale », coordonné par D. Ambrosetti, S. Lefranc, G. Mouralis, 2010-2014.



des conjonctures de sortie de conflit (Pugh *et al.* [eds], 2008 ; Berdal, Zaum [eds], 2017). L'approche par l'économie opère un décentrage du regard, se focalisant sur des processus moins marqués par le maintien de la paix, ouvrant la réflexion sur les temporalités du changement social et mettant l'accent sur les stratégies des individus (Distler *et al.*, 2018). En lien, une partie de cette littérature déploie une approche relativement semblable à celle de ce dossier, estimant que l'attention prêtée aux processus économiques nécessite de se concentrer sur les interactions ordinaires (au sens du quotidien, de l'*everyday*), tout autant qu'aux manifestations les plus spectaculaires du changement (Jennings, Bøås, 2015 ; Jennings, 2018).

Cependant, si cette économie politique de la sortie de conflit fournit des outils précieux pour la compréhension des transformations sociales qui sont concomitantes de la fin des guerres, ou en tout cas de la pacification relative des sociétés, elle reste massivement concentrée sur l'impact des politiques de résolution de conflit sur l'économie et la stratification sociale (Millar, 2016 ; Torjesen, 2017), davantage que sur la fabrique de ces mêmes politiques. Il s'agit bien sûr d'une partie importante de l'énigme, dès lors que les transformations économiques ouvrent des opportunités et créent des contraintes de façon différentielle sur les individus et les groupes sociaux (Aspinall, 2009 ; Cheng, 2018). Le risque est cependant de réifier ces politiques, renvoyées en bloc à une application « *top down* » d'un paradigme de « paix libérale » qui marie libéralisme politique et dérégulation économique (par exemple Pugh, 2006). Si la prégnance de cette vision dans les institutions internationales et les cercles politiques nationaux n'est plus à démontrer (Ottaway, 2002 ; Cooper *et al.*, 2011 ; Knudsen, 2013), il n'en reste pas moins que les politiques économiques ne peuvent être réduites à la simple mise en œuvre d'une idéologie néo-libérale (Ferguson, 2010 ; Davies, 2013). Il apparaît donc essentiel d'ouvrir la boîte noire de ces politiques, de regarder les acteurs qui les font, les façonnent et les pensent, mais aussi les interactions, les projets ratés et les utopies frustrées.

## Redéfinir le « post-conflit » par les usages et les pratiques

Si la définition substantialiste d'une catégorie aussi chargée d'une pensée normative et téléologique que celle de post-conflit semble vouée à l'échec, nous avons choisi de prendre comme point de départ l'observation des usages et pratiques qu'elle recouvre. En effet, l'une des principales critiques adressées aux travaux sur le « post-conflit » est leur naïveté chronologique (Suhrke, Berdal, 2013 ; mais aussi Uvin, 2002 ; Munive, Stepputat, 2015). Ces conjonctures sont ainsi souvent décrites comme des périodes ayant un début et une fin, décomposées en étapes conduisant de la violence à la stabilité. Une telle approche est en réalité profondément marquée par un biais « transiologique » (Dobry, 2000) qui aboutit inévitablement à une impasse. D'une part, car les périodes que des institutions et des individus cherchent à définir en termes de « post-conflit » ne sont pas forcément moins violentes que les situations de guerre (Jensen, Stepputat, 2001 ; Goodhand, 2008 ; Howarth, 2014). D'autre part, car les acteurs politiques n'attendent pas la fin des violences pour récolter les profits politiques et économiques du « post-conflit », période de rupture perçue comme exceptionnelle et ouverte, comme un moment où les cartes se redistribuent au sein

de la société (Cheng, 2017 ; Torjesen, 2017). En ce sens, le lien entre les usages du « post-conflit » et les pratiques violentes reste pour le moins élastique.

Le refus d'une posture transitologique s'accompagne dans ce dossier d'un semblable rejet d'une approche exceptionnaliste qui rapporterait tous les phénomènes sociaux à l'extraordinaire prégnance de la violence. Par conséquent, il faut relativiser le poids d'une trajectoire de violence sur la formulation des politiques censées contribuer à construire la paix. En aucun cas, les secondes ne peuvent être mécaniquement comprises comme une réaction ou réponse à la première, ce qui constitue au demeurant la posture dominante, à la fois dans nombre d'études à orientation fonctionnaliste et normative, et dans les espaces de l'expertise (par exemple : International Peace Institute, 2010 ; Van der Lijn, 2006 ; Ford, 2015 ; Paris, 2004, 2010). *A minima*, une telle posture nous oblige à tourner le dos à une pensée causale qui verrait dans la guerre le point de départ de l'après-guerre, pour réfléchir aux usages que les acteurs politiques font de la notion de « post-conflit ». Plus profondément, elle questionne l'intentionnalité des politiques publiques et leur justification au nom de la résolution de conflit. Comme le montrent des travaux ancrés dans l'observation du travail des professionnels de la pacification, bien que celle-ci soit l'horizon d'attente de nombreux acteurs, les pratiques réelles poursuivent souvent des objectifs bien plus prosaïques et s'apparentent plutôt à une sorte de gestion de la violence (Poulligny, 2004 ; Lefranc, 2007 ; Ambrosetti, Buchet de Neuilly, 2009 ; Autesserre, 2010, 2014).

Ce dossier déplace la focale vers l'étude de ses usages politiques et de ses multiples caractérisations. Nous analysons cette opération de façon double. Premièrement, le « post-conflit » peut être analysé comme un cadrage des problèmes publics, embrassant des questions qui vont bien au-delà des secteurs strictement concernés par la violence et sa pacification. Une analyse cognitive permet alors de mettre en évidence les effets induits par l'inscription de nouveaux secteurs d'action publique dans le domaine de la pacification. Si, à la lecture des textes rassemblés, on pourrait avoir l'impression que la rhétorique du « post-conflit » envahit inéluctablement des secteurs amples de l'action publique, ce n'est bien sûr pas en raison de sa force intrinsèque, mais de la façon dont elle est portée par des acteurs divers, des ressources qui s'y adossent et des opportunités qu'elle ouvre.

Deuxièmement, attentifs aux continuités relatives de la sortie de guerre, nous postulons que l'observation de ces conjonctures doit être particulièrement attentive à la reconfiguration des relations d'interdépendance (suivant en cela le concept de configuration chez Elias, 1991). La transformation des usages et des imaginaires de la violence, l'apparition de nouveaux espaces politiques, mais aussi les repositionnements des identifications individuelles et collectives affectent ces relations. Ces reconfigurations peuvent être déterminées par les logiques de la guerre, par la reconversion et la transformation de capitaux (économiques, politiques, sociaux...) dans la violence, mais aussi par la façon dont les positions sociales sont négociées à l'issue du conflit. Elles peuvent être liées à une volonté des acteurs de convertir les ressources amassées dans et par la guerre, mais également à leur recherche de captation de nouvelles rentes qui s'ouvrent, telle une rente diplomatique (Debos, 2013) ou une rente de l'aide internationale (Fisher, 2014 ; Trisko Darden, 2019).

Ainsi, si la sortie de conflit ne se réduit pas à une logique de labellisation, c'est que cette notion renvoie aussi à une situation d'*emprise de la guerre* sur les comportements, les calculs et les identifications. Il s'agit par-là de souligner la façon dont l'expérience de la guerre, les hiérarchies sociales qui en sont issues, les topographies politiques qu'elle a produites et les organisations institutionnelles qui s'y sont adossées sont réactualisées sous diverses formes. Cette réactualisation peut se faire au nom des identités politiques reproduites en temps de paix, comme dans le cas du Mozambique, des appartenances collectives, comme en Côte d'Ivoire, ou de la mémoire des « martyrs », comme en Iran. On peut en ce sens évoquer une « emprise de la guerre » dès lors que cette dernière se trouve au principe d'identifications individuelles (en tant que victime civile de guerre par exemple), de mobilisations collectives (notamment comme anciens combattants) ou encore de catégories d'action publique (*via*, à titre d'illustration, un ministère des déplacés, ou d'une agence pour la réparation des victimes). En tout état de cause, cette emprise n'est pas automatique, ni même automatiquement liée à l'intensité des violences passées ; elle est actualisée par des institutions et par des pratiques ordinaires, inscrite dans le quotidien, incorporée par les individus. En ce sens, l'emprise de la guerre peut être discontinuée dans le temps. Cette notion s'inscrit donc pleinement dans une approche non linéaire et non téléologique des conflits armés.

## Déplacer le regard

Les textes de ce dossier opèrent un tel déplacement du regard de deux manières, distinctes mais articulées, qui correspondent à deux axes : l'analyse des divers usages de la catégorie « post-conflit » dans la fabrique des politiques publiques d'une part, et l'emprise de la guerre sur la production de ces politiques d'autre part. Une partie des auteur.trices (Grajales, Saiget et Jouhanneau) s'intéresse donc à la façon dont l'usage de la catégorie « post-conflit » a des effets sur les logiques de l'action publique. Il s'agit alors d'analyser la façon dont l'inscription de secteurs d'action dans cette logique affecte les ressources disponibles, les acteurs habilités à participer à la décision, les hiérarchies entre les espaces de pouvoir et de décision, les instruments privilégiés et les cadres d'interprétation. La catégorisation d'un secteur d'action comme relevant du « post-conflit », ou son éventuelle sortie de cette catégorie peuvent reconfigurer les relations entre des acteurs situés à diverses échelles d'action, ainsi que les identités et les objectifs endossés.

Jacobo Grajales montre comment, alors que les dynamiques des violences en Colombie sont étroitement liées à la propriété de la terre, les politiques foncières entrent assez tardivement dans le giron du « post-conflit ». Ainsi, alors que l'association entre foncier et résolution de conflit reste longtemps précaire, elle se retrouve au cœur de l'agenda d'un nouveau gouvernement arrivé au pouvoir en 2010. Cela génère une reconfiguration des relations entre les représentants de l'État et les bailleurs étrangers, mais aussi à l'intérieur même de l'État. Diverses agences se placent alors en concurrence pour accéder aux ressources associées au fait d'apparaître comme un acteur de la résolution de conflit. Ces ressources peuvent découler de l'aide publique au développement étrangère, mais elles peuvent aussi être liées aux concurrences internes à l'espace politico-administratif colombien. L'exemple du cadastre, qui passe d'être un sujet technique qui intéresse peu dans les sommets de l'État,

à attirer la mobilisation de l'élite de l'administration, illustre bien cela. Dans cette étude, la sortie de conflit apparaît comme une « conjoncture fluide » (Dobry, 2009a) alimentée par la volonté des acteurs de se repositionner, de capter des ressources et d'élargir leur champ d'action. En même temps, la représentation du « post-conflit » comme une fenêtre d'opportunité pour le changement institutionnel, une image souvent promue par des organisations internationales et des ONG, est fortement à nuancer. Dès lors que les profits institutionnels du changement déclinent, les acteurs engagés dans le champ de la politique foncière s'engagent tous dans un retour à la normale, d'autant plus brutal que le gouvernement avait mis en scène une volonté de changement.

Cette articulation entre modalités de l'action publique, hiérarchie des problèmes et sources de financements externes se retrouve également dans le travail de Marie Saiget. L'autrice saisit le « post-conflit » comme « une catégorie d'action publique, à laquelle sont associés des financements internationaux et des modalités particulières d'intervention ». Elle s'intéresse alors à la temporalité des qualifications et à la fluctuation des définitions des situations. Au Burundi, les politiques du genre reçoivent d'abord l'attention d'acteurs de l'aide internationale dans le cadre d'une action en faveur de la « transition post-conflit ». Elles sont définies alors au regard des formes de vulnérabilité à la violence armée spécifiquement féminines. Or, la conjonction entre la mobilisation de diverses entrepreneures de cause burundaises et l'engouement d'acteurs de l'aide pour la question du genre, contribue à en faire un domaine d'action non spécifique, progressivement déconnecté du « post-conflit ». Si cela peut constituer une conjoncture favorable à la routinisation et la professionnalisation d'un domaine d'action, cette perte de spécificité permet aussi à un régime qui se durcit de capter la question du genre. Légitimée par le discours largement adopté par les bailleurs soulignant l'importance d'une « appropriation nationale », cette captation contrainte ne constitue pas moins une mise sous contrôle des organisations non-étatiques actives sur le secteur du genre. Là aussi, l'analyse des sorties de conflit comme des ensembles complexes d'opportunités et de contraintes, de cadrages et de stratégies de mobilité sociale et professionnelle, nous renseigne sur la façon dont le « post-conflit » gagne parfois à être saisi davantage comme un produit de l'action publique, que comme une configuration temporelle en soi.

L'article de Cécile Jouhanneau vient poursuivre la réflexion sur les transformations de l'action publique et ses temporalités au sortir d'un conflit armé. Au-delà de la mobilisation de la catégorie de « post-conflit » et des opportunités et des contraintes nouvelles qui y sont attachées, la sortie de guerre est-elle systématiquement porteuse de changement ? S'appuyant sur les analyses distancées des « tournants » de politiques publiques, l'autrice prend pour objet une réforme du service public de l'emploi conduite en Bosnie-Herzégovine depuis 2007 par différents acteurs de l'intervention de paix. Le fait de la replacer dans une temporalité élargie donne à voir les continuités relatives de processus à l'œuvre depuis le milieu des années 1960. Si les accords de paix de Dayton ont bien favorisé l'intervention d'organisations internationales et d'agences de coopération aux ressources financières et symboliques considérables, s'ils ont servi de légitimation au renforcement des relations entre l'Union européenne et les autorités bosniennes, ils n'ont pour autant généré ni une parfaite « coercition internationale », ni un « transfert de normes européennes » qui soient à l'origine d'un changement dans ce secteur d'action publique. L'autrice observe plutôt que la guerre

et les modalités mêmes de l'action publique internationalisée « post-conflit » ont favorisé le maintien du contrôle partisan local sur l'allocation des emplois, au détriment des bureaux dont le rôle d'intermédiation devait être renforcé par la réforme. Cet article invite donc à réfléchir à l'emprise de la guerre sur un système social mais aussi à ses limites.

C'est ce que proposent, dans un second axe du dossier, des autrices (Nakanabo Diallo, Saeidnia et Popineau) qui s'intéressent à la façon dont les modes de production de l'action publique participent à un double mouvement de mise à distance temporelle de la guerre et de réactualisation de ses effets dans des formes d'action quotidienne. L'emprise de la guerre sur des espaces de décision, sur des relations sociales ou sur des logiques d'action publique n'est pas mécanique, elle est le résultat d'une mobilisation de ses représentations, des ressources qui y sont reliées, des identifications qui y prennent racine et des formes de légitimation qui s'y rattachent.

Rozenn Nakanabo Diallo montre ainsi comment, alors que le Mozambique de la période étudiée est officiellement sorti d'une « transition post-conflit », « c'est bien le conflit, ou la possibilité du conflit, qui innerve le quotidien en général, et l'action publique de la conservation en particulier ». Étudiant la constitution d'un parc national qui couvre le périmètre d'une zone en dispute depuis l'époque de la guerre d'indépendance, l'autrice montre comment s'articulent des logiques contre-insurrectionnelles, conservationnistes et de captation de ressources de l'aide internationale. L'ancrage social de la Renamo (Résistance nationale du Mozambique), qui remonte à la période de la guerre civile, est actualisé à la fois dans le cadre du jeu électoral contemporain et de la mise en œuvre des politiques conservationnistes. Les « capitaux militaires » (Baczko, Dorronsoro, 2017) issus de la guerre sont d'ailleurs réinvestis dans le contexte d'une action publique de conservation, comme l'illustre la reconversion d'anciens combattants en gardes forestiers. Surtout, l'enquête de cette autrice illustre bien toute la difficulté qu'ont les acteurs, y compris exogènes, à se libérer d'une emprise de la guerre sur les logiques de l'action publique. Alors que la constitution du parc n'est possible qu'en raison du soutien d'une fondation philanthropique étasunienne, sa mise en marche est captée par les logiques politiques où les oppositions passées sont sans cesse réactualisées et rejouées.

Cette emprise de la guerre se manifestant par la reconfiguration des identités politiques et le réinvestissement des capitaux sociaux constitue l'axe central de la contribution de Camille Popineau. L'autrice analyse l'articulation entre carrières militantes qui précèdent la guerre, carrières miliciennes, et devenir professionnel d'anciens rebelles ivoiriens. Elle montre que l'insertion de ces anciens miliciens de la rébellion dans l'appareil d'État est déterminée par des formes passées d'accumulation de capitaux sociaux et militants. En tant que membres du principal syndicat étudiant ivoirien, la Fesci (Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire), ces acteurs se retrouvent au cœur des rivalités politiques des années 1990, marquées par une polarisation et une ethnicisation du jeu politique. D'une certaine façon, la rupture du syndicat en deux branches annonce les déchirements du conflit armé et les logiques de mobilisation qui y présideront. Ce sont ceux parmi les anciens syndicalistes qui ont accumulé des ressources significatives avant la guerre qui se placeront à des positions favorables au sein de l'appareil de la rébellion. Ce passage par les armes leur permet d'accumuler d'autres formes de capitaux, militants et organisationnels et de diversifier leur capital

social. En effet, en tant que chefs rebelles, ces individus se retrouvent au cœur de l'administration de tout un pan du territoire ivoirien. Or, c'est bien cette combinaison de différentes ressources qu'ils mettent en œuvre dans leur insertion sociale et professionnelle après la fin de la rébellion. En s'intéressant à deux secteurs – l'administration du trésor et les douanes – qui sont à la fois marginaux par rapport aux politiques de sortie de conflit et centraux pour le fonctionnement de l'État, Popineau montre comment les acteurs jouent de leurs ressources préalablement accumulées, entretenant ainsi une emprise de la guerre, mais aussi des conflits politiques qui l'ont précédée, sur le présent.

Enfin, Sahar Aurore Saeidnia évoque des formes d'emprise similaires, dans l'Iran contemporain, où un secteur d'action publique – les loisirs – en apparence très éloigné des logiques guerrières constitue le lieu d'une réactivation des identifications produites par la Révolution et la guerre avec l'Irak. Dans ce cadre, la guerre apparaît comme un répertoire d'action publique dans lequel s'articulent « l'expérience historique de la guerre » et « les mobilisations contemporaines qu'en font les acteurs ». La question n'est plus alors de savoir ce que le passé guerrier fait à l'action publique, mais comment ce passé est mobilisé, par qui, dans quels espaces, et avec quels buts. De la même façon que d'autres contributions voient dans le « post-conflit » un cadrage, Saeidnia montre que le passé de la guerre contraint les représentations de l'action publique légitime, de ses publics et des formes qu'elle adopte. L'autrice étudie alors ces cadres normatifs à l'œuvre dans les interactions entre des agents de l'État, des acteurs divers participant à la mise en œuvre de la politique des loisirs, ainsi que les publics de cette politique. Or, même si le cadrage de la guerre est fondamental pour la compréhension du politique en Iran, il n'en reste pas moins un cadrage parmi d'autres, ce qui le ramène davantage à l'ordinaire de sa mobilisation et nuance fortement l'idée préconçue de l'emprise de la guerre comme relevant de l'extraordinaire.

## Conclusion

De façon commune, les articles rassemblés dans ce numéro collectif évitent de « se focaliser sur le paroxysme » (Buton *et al.* [dir.], 2014, p. 7), sur les réformes les plus politisées et publicisées à l'issue d'un conflit, ou de présupposer des relations linéaires, homogènes ou récurrentes entre conflit et sortie de conflit. Ils se penchent sur des politiques publiques non spécifiques à la sortie de guerre, relevant de secteurs souvent négligés par les spécialistes du « post-conflit », sur des « politiques publiques bénignes » (Rowell, 2006, p. 11) au sens où elles font rarement l'objet de disputes aussi acharnées que les dispositifs visant explicitement la pacification. Les secteurs d'action évoqués – travail, douanes, foncier, environnement, loisirs, genre – ne sont ni par nature propres à la sortie de guerre, ni par essence étrangers à ses logiques. Ce sont donc les processus par lesquels ils sont retravaillés, refaçonnés et labellisés, qui constituent le cœur des analyses.

L'ambition de ce dossier est donc à la fois méthodologique et épistémologique. Méthodologique, car les contributions plaident résolument pour une approche non exceptionnaliste des sorties de conflit, et nous estimons que ce sont bien les outils habituels des sciences sociales qui s'imposent pour les étudier. Rien de plus usuel en somme, que de défendre une approche consistant à « conceptualiser, compter, contextualiser, comparer, critiquer les

sources » (Buton *et al.* [dir.], 2014, p. 8). Mais l'ambition collective est également épistémologique car, à l'encontre d'une théorie de la causalité qui rapporte le déroulement de la sortie de guerre aux caractéristiques de la guerre, les articles montrent que ce n'est pas la violence et ses variations qui en soi produisent quelque chose. L'issue de ces processus politiques se joue dans les conflits, les concurrences et les nouvelles alliances permises par une conjoncture particulière, définie par les acteurs dans les termes de post-conflit, mais aussi dans le temps long où se sont sédimentées des structures sociales, politiques et institutionnelles souvent affectées mais pas forcément rompues par la guerre. Il s'agit donc de s'intéresser avant tout à ce qui se joue dans la fabrique de l'action publique, au détriment d'une recherche des déterminants passés dans la guerre (Dobry, 2009a, p. 3). Ainsi, il n'est pas possible d'analyser le « post-conflit » indépendamment des acteurs qui le font, l'imaginent, le fabriquent et le façonnent. Ce sont bien des acteurs sociaux et politiques qui œuvrent à la déprise de la violence ou entretiennent l'emprise de la guerre sur une société en contribuant à faire du conflit armé le principe d'identifications individuelles, de mobilisations collectives, de production de l'action publique. Comme la notion d'emprise des institutions (Gaïti, 2006, p. 40), celle d'emprise de la guerre souligne que le conflit armé n'est pas seulement le « produit de pratiques » mais aussi le « moteur de conduites » (*ibid.*, p. 41). La sociologie de l'action publique après la violence armée permet de mettre en évidence cette « double face » de la guerre (*ibid.*) et de signaler comment, plus qu'un problème à résoudre, un passé récent et violent peut être mobilisé par les acteurs politiques dans l'acquisition des ressources et la (re)production d'institutions. Sous leur habit à prétention « extraordinaire », la guerre comme les tentatives d'en sortir sont des « projets sociaux » parmi d'autres (Geffray, 1990), finalement très « ordinaires ».

### Jacobo Grajales

Université de Lille, CERAPS  
Institut universitaire de France  
jacobogr.jouhanneau-lopez@univ-lille.fr

### Cécile Jouhanneau

Université Paul-Valéry Montpellier 3  
ART-Dev UMR 5281  
cecile.jouhanneau@univ-montp3.fr

## Bibliographie

AÏT-AOUDIA, M., ROGER, A. (dir.) (2015), *La Logique du désordre : relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, Presses de Sciences Po.

AMBROSETTI, D., BUCHET DE NEUILLY, Y. (2009), « Les organisations internationales au cœur des crises. Configurations empiriques et jeux d'acteurs », *Cultures & Conflits*, 75, p. 7-14.

ASPINALL, E. (2009), « Combatants to Contractors: The Political Economy of Peace in Aceh », *Indonesia*, 87, p. 1-34.

AUTESSERRE, S. (2010), *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International*

*Peacebuilding*, Cambridge, Cambridge University Press, coll. « Cambridge Studies in International Relations ».

AUTESSERRE, S. (2014), *Peaceland: Conflict Resolution and the Everyday Politics of International Intervention*, Cambridge, Cambridge University Press.

BACZKO, A. (2017), « Gouvernance internationalisée en situation de guerre civile : l'accaparement foncier en Afghanistan (2001-2015) », *Critique internationale*, 75, p. 37-51.

BACZKO, A., DORRONSORO, G. (2017), « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *Revue française de science politique*, 67 (2), p. 309-327.

- BARNETT, M., KIM, H., O'DONNELL, M., SITEA, L. (2007), « Peacebuilding: What Is in a Name? », *Global Governance*, 13 (1), p. 35-58.
- BERDAL, M., ZAUM, D. (eds) (2017), *Political Economy of Statebuilding: Power after Peace*, Londres, Routledge.
- BUTON, F., LEHINGUE, P., MARIOT, N., ROZIER, S. (2016), *L'Ordinaire du politique : enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Paris, Presses universitaires du Septentrion.
- BUTON, F., LOEZ, A., MARIOT, N., OLIVEIRA, P. (dir.) (2014), « L'ordinaire de la guerre », *Agone*, 53, numéro spécial.
- CERTEAU, M. DE (1990), *L'Invention du quotidien. Les arts de faire*, Paris, Gallimard.
- CHENG, C. (2017), « Private and Public Interests: Informal Actors, Informal Influence, and Economic Order after War », in BERDAL, M., ZAUM, D. (eds), *Political Economy of Statebuilding : Power after peace*, Londres, Routledge.
- CHENG, C. (2018), *Extralegal Groups in Post-Conflict Liberia: How Trade Makes the State*, Oxford, Oxford University Press.
- COOPER, N., TURNER, M., PUGH, M. (2011), « The End of History and the Last Liberal Peacebuilder: A Reply to Roland Paris », *Review of International Studies*, 37 (4), p. 1995-2007.
- DAVIES, W. (2013), « When Is a Market Not a Market?: "Exemption", "Externality" and "Exception" in the Case of European State Aid Rules », *Theory, Culture & Society*, 30 (2), p. 32-59.
- DEBOS, M. (2013), *Le Métier des armes au Tchad : le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala.
- DISTLER, W., STAVREVSKA, E. B., VOGEL, B. (2018), « Economies of Peace: Economy Formation Processes and Outcomes in Conflict-Affected Societies », *Civil Wars*, 20 (2), p. 139-150.
- DOBRY M. (2000), « Les voies incertaines de la transitoire : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue française de science politique*, 50 (4-5), p. 585-614.
- DOBRY, M. (2009a [1986]), *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po.
- DOBRY, M. (2009b), « Le politique dans ses états critiques : retour sur quelques aspects de l'hypothèse de continuité », dans GROSSETTI, M., BESSIN, M., BIDART, C. (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, p. 64-88.
- DUCLOS, N. (dir.) (2010), *L'Adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala.
- ELIAS, N. (1991), *Qu'est-ce que la sociologie*, Paris, Seuil.
- FERGUSON, J. (2010), « The Uses of Neoliberalism », *Antipode*, 41, p. 166-184.
- FISHER, J. (2014), « When it Pays to Be a "Fragile State": Uganda's Use and Abuse of a Dubious Concept », *Third World Quarterly*, 35 (2), p. 316-332.
- FITZPATRICK, S. (2000), *Everyday Stalinism. Ordinary Life In Extraordinary Times: Soviet Russia in the 1930's*, Oxford, Oxford University Press.
- FORD, J. (2015), *Regulating Business for Peace*, Cambridge, Cambridge University Press.
- FRESIA, M., LAVIGNE-DELVILLE, P. (dir.), 2018, *Au cœur des mondes de l'aide internationale : regards et postures ethnographiques*, Marseille, IRD Éditions, coll. « Hors collection ».
- GAITI, B. (2006), « Entre les faits et les choses. La double face de la sociologie politique des institutions », dans COHEN, A. et al. (dir.), *Les Formes de l'activité politique*, Paris, PUF, p. 39-64.
- GAYER, L. (2014), *Karachi: Ordered Disorder and the Struggle for the City*, Londres, Hurst.
- GAYER, L. (2018), « La "normalité de l'anormal" : recomposer le quotidien en situation de guerre civile », *Critique internationale*, 80 (3), p. 181-190.
- GEFFRAY, C. (1990), *La Cause des armes au Mozambique : anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala.
- GOODHAND, J. (2008), « Corrupting or Consolidating the Peace? The Drugs Economy and Post-conflict Peacebuilding in Afghanistan », *International Peacekeeping*, 15 (3), p. 405-423.
- GUSFIELD, J. (1989), « Constructing the Ownership of Social Problems: Fun and Profit in the Welfare State », *Social Problems*, 36 (5), p. 431-441.
- HALPERN, C. (2013), « Politiques publiques internationales. Penser le redéploiement des échelles de la régulation politique », dans BATTISTELLA, D. (dir.), *Relations internationales. Bilan et perspectives*, Paris, Ellipses, p. 357-375.
- HOFFMAN, D. (2012), *The War Machines. Young Men and Violence in Sierra Leone*, Durham (N. C.), Duke University Press.
- HOWARTH, K. (2014), « Connecting the Dots: Liberal Peace and Post-conflict Violence and Crime », *Progress in Development Studies*, 14 (3), p. 261-273.
- INTERNATIONAL PEACE INSTITUTE (2010), *From New York to the Field: A Dialogue on UN Peace Operations*, New York (N. Y.), International Peace Institute.
- JENNINGS, K. M. (2018), « Peacekeeping as Enterprise: Transaction, Consumption, and the Political Economy of Peace and Peacekeeping », *Civil Wars*, 20 (2), p. 238-261.



- JENNINGS, K. M., BÓÁS, M. (2015), « Transactions and Interactions: Everyday Life in the Peacekeeping Economy », *Journal of Intervention and Statebuilding*, 9 (3), p. 281-295.
- JENSEN, S., STEPPUTAT, F. (2001), *Demobilizing Armed Civilians*, Copenhagen, CDR Policy Paper Centre for Development Research.
- KELLY, T. (2008), « The Attractions of Accountancy: Living an Ordinary Life during the Second Palestinian Intifada », *Ethnography*, 9 (3), p. 361-376.
- KNUDSEN, R. A. (2013), « Privatization in Kosovo: "Liberal Peace" in Practice », *Journal of Intervention and Statebuilding*, 7 (3), p. 287-307.
- KOLOMA BECK, T. (2006), *The Normality of Civil War. Armed Groups and Everyday Life in Angola*, Frankfurt-sur-le-Main, Campus Verlag.
- KOROSTELINA, K. V., LÄSSIG, S. (eds) (2013), *History Education and Post-Conflict Reconciliation: Reconsidering Joint Textbook Projects*, Londres, Routledge.
- LAGROYE, J., OFFERLÉ, M. (2011), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin.
- LAVIGNE DELVILLE, P. (2010), « La réforme foncière rurale au Bénin : émergence et mise en question d'une politique instituante dans un pays sous régime d'aide », *Revue française de science politique*, 60 (3), p. 467-491.
- LEFRANC, S. (2007), « Convertir le grand nombre à la paix... : une ingénierie internationale de pacification », *Politix*, 80, p. 7-22.
- LEFRANC, S. (2008), « Du droit à la paix : la circulation des techniques internationales de pacification par le bas », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 174 (4), p. 49-70.
- LEFRANC, S. (dir.) (2006), *Après le conflit, la réconciliation ?* Paris, Michel Houdiard.
- LEMA-Y-HEBERT, N., NAY, O., GRIMM, S. (eds) (2015), *The Political Invention of Fragile States: The Power of Ideas*, Londres, Routledge.
- LINHARDT, MOREAU DE BELLAING, C. (2013), « Ni guerre, ni paix. Dislocations de l'ordre politique et décantonnements de la guerre », *Politix*, 104, p. 7-23.
- LUBKEMANN, S. C. (2008), *Culture in Chaos. An Anthropology of the Social Condition in War*, Chicago (Ill.), Chicago University Press.
- MAC GINTY, R. (2010), « Hybrid Peace: The Interaction Between Top-Down and Bottom-Up Peace », *Security Dialogue*, 41 (4), p. 391-412.
- MACEK, I. (2009), *Sarajevo Under Siege: Anthropology in Wartime*, Philadelphia (Pa.), Pennsylvania University Press.
- MARCHAL, R. (2002), « Les frontières de la paix et de la guerre », *Politix*, 58, p. 39-59.
- MILLAR, G. (2016), « Local Experiences of Liberal Peace Marketization and Emergent Conflict Dynamics in Sierra Leone », *Journal of Peace Research*, 53 (4), p. 569-581.
- MUGGAH, R. (2008), *Security and Post-Conflict Reconstruction: Dealing with Fighters in the Aftermath of War*, Londres, Routledge.
- MUNIVE, J., STEPPUTAT, F. (2015), « Rethinking Disarmament, Demobilization and Reintegration Programs », *Stability: International Journal of Security and Development*, 4 (1), p. 1-13 [www.stabilityjournal.org/articles/10.5334/sta.go].
- NORDSTROM, C., ROBBERN, A. (eds) (1996), *Fieldwork Under Fire. Contemporary Studies of Violence and Culture*, Oakland (Calif.), California University Press.
- OLIVIER DE SARDAN, J.-P. (1995), *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
- OTTAWAY, M. (2002), « Rebuilding State Institutions in Collapsed States », *Development and Change*, 33 (5), p. 1001-1023.
- PARIS, R. (2004), *At War's End: Building Peace after Civil Conflict*, Cambridge, Cambridge University Press.
- PARIS, R. (2010), « Saving Liberal Peacebuilding », *Review of International Studies*, 36 (2), p. 337-365.
- PARIZET, R. (2015), *Les Paradoxes du développement. Sociologie politique des dispositifs de normalisation des populations*, Paris, Dalloz.
- PETITEVILLE, F., SMITH, A. (2006), « Analyser les politiques publiques internationales », *Revue française de science politique*, 56 (3), p. 357-366.
- PETTIGREW, J. (2013), *Maoists at the Hearth. Everyday Life in Nepal's Civil War*, Philadelphie (Pa.), Pennsylvania University Press.
- POLLAK, M. (1990), *L'Expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métailié.
- POULIGNY, B. (2004), *Ils nous avaient promis la paix : opérations de l'ONU et populations locales*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PUGH, M. (2006), « Post-war Economies and the New York Dissensus », *Conflict, Security & Development*, 6 (3), p. 269-289.
- PUGH, M. (2013), « The Problem-solving and Critical Paradigms », in MACGINTY, R. (ed.), *Routledge Handbook of Peacebuilding*, Londres, Routledge, p. 28-41.
- PUGH, M., COOPER, N., TURNER, M. (eds) (2008), *Whose Peace? Critical Perspectives on the Political*

*Economy of Peacebuilding*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

RAGARU, N., CAPELLE-POGACEAN, A. (2010), *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est*, Paris, Karthala.

REIN, M., SCHÖN, D. (1996), « Frame-critical Policy Analysis and Frame-reflective Policy Practice », *Knowledge and Policy*, 9 (1), p. 85-104.

RICHARDS, P. (ed.) (2005), *No Peace no War: An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Athens (Ohio) et Oxford, Ohio University Press-James Currey.

RODGERS, D., JENSEN, S. (2015), « The Problem with Templates: Learning from Organic Gang-Related Violence Reduction », *Stability: International Journal of Security and Development*, 4 (1), p. 1-16 [www.stabilityjournal.org/articles/10.5334/sta.gp/].

ROWELL, J. (2006), *Le Totalitarisme au concret. Les politiques du logement en RDA*, Paris, Economica

SCHÖN, D. A., REIN, M. (1995), *Frame Reflection: Toward the Resolution of Intractable Policy Controversies*, Reprint, New York (N. Y.), Basic Books.

SEDRA, M. (2016), *Security Sector Reform in Conflict-Affected Countries: The Evolution of a Model*, Londres, Routledge.

SIMÉANT, J. (dir.) (2015), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS Éditions.

SUHRKE, A., BERDAL, M. (2013), *The Peace In Between: Post-War Violence and Peacebuilding*, Londres, Routledge.

SUREL, Y. (2000), « The Role of Cognitive and Normative Frames in Policy-making », *Journal of European Public Policy*, 7 (4), p. 495-512.

TORJESEN, S. (2017), « Transition from War to Peace : Stratification, Inequality and Post-war Economic Reconstruction », in BERDAL, M., ZAUM, D. (eds), *Political Economy of Statebuilding: Power after Peace*, Londres, Routledge, p. 48-61.

TRISKO DARDEN, J. (2019), *Aiding and Abetting: U.S. Foreign Assistance and State Violence*, Stanford (Calif.), Stanford University Press.

UVIN, P. (2002), « The Development/Peacebuilding Nexus: A Typology and History of Changing Paradigms », *Journal of Peacebuilding & Development*, 1 (1), p. 5-24.

VAN DER LIJN, J. (2006), *Walking the Tightrope: Do UN Peacekeeping Operations Actually Contribute to Durable Peace?*, Amsterdam, Rozenberg Publisher.

VISIER, C. (2018), *La Turquie d'Erdogan : avec ou sans l'Europe ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

VLASSENROOT, K. (2006), « War and Social Research. The Limits of Empirical Methodologies in War-torn Environments », *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, 54, p. 191-198.